

Tout ça pour ça ?

« J'ai décidé, j'ai écarté, je veux, je ne veux plus, je suis, j'ai dit, je crois, je n'accepte pas, j'ai chargé le gouvernement, j'envisage, je réfléchis, je, je, je : 90 minutes sur lui-même, une minute pour le climat. De ce point de vue, rien n'a changé. » En un tweet, Raphaël Glucksmann a résumé la prestation d'Emmanuel Macron, à l'issue du Grand débat.



Des annonces très floues

Alors qu'Emmanuel Macron avait promis des réponses fortes à la crise des gilets jaunes et au Grand débat, le discours du président de la République du 25 avril n'était pas à la hauteur des enjeux, ont constaté les députés socialistes qui ont pointé toutes les ambiguïtés de ses annonces.

En effet, le président de la République n'a annoncé aucune revalorisation du plan pauvreté ou des APL et les allocations familiales resteront sous-indexées... La pauvreté, grande oubliée du Grand débat, l'est aussi du discours présidentiel.

« Il évoque une réindexation des retraites inférieures à 2 000 euros en 2020 ? Mais le Président annonce une mesure qui existe déjà puisque les députés socialistes et apparentés ont obtenu, en décembre 2018, que toutes les pensions soient réindexées par leur recours au Conseil constitutionnel sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale ! », a rappelé Valérie Rabault.

Mais la présidente du groupe à l'Assemblée a cité bien d'autres exemples. **« Il promet 5 milliards d'euros de baisse d'impôts sur les classes moyennes ? Mais sous le précédent quinquennat, ce sont 6,3 milliards d'euros de baisse d'impôts qui ont été votés pour 12 millions de foyers ! »**

Emmanuel Macron évoque une retraite minimale de 1 000 euros pour ceux qui ont cotisé ? On ne peut que s'en féliciter. Mais alors pourquoi avoir refusé l'augmentation des retraites agricoles à 85% du SMIC (1 085 euros), votée en février 2017 par l'Assemblée nationale, en empêchant le Sénat de la voter ?

Une maison "France services" par canton ? Là encore on ne peut que soutenir cette ambition. Mais il y avait en février 2019, 1 676 maisons de services au public ouvertes ou en cours d'ouverture. La plupart entre 2012 et 2017, ce qui signifie que 80% de l'effort a déjà été fait par la majorité précédente !

Le président de la République semble avoir découvert les difficultés que vivent les mères célibataires et il souhaite garantir les pensions alimentaires. Comme si avant lui personne n'en avait conscience. Mais la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes du 4 août 2014 avait déjà créé la garantie contre les impayés de pensions alimentaires !

« Le bilan est sévère pour le Président : alors que beaucoup de points restent flous, ce qui a été annoncé n'est pas de nature à répondre à ce qu'attendent les Français » sont obligés de constater les députés socialistes.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 2/05/2019

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Partage du travail

« **J**e ne crois les statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées », disait Winston Churchill. Celles qu'utilisent le gouvernement pour tenter de faire croire aux Français qu'ils sont paresseux et qu'ils sont, de fait, condamnés à travailler plus longtemps, ne sont pas falsifiées, mais juste orientées de manière à les culpabiliser.

Car si on prend les chiffres d'Eurostat que constate-on ? Que les Britanniques et les Espagnols (36,8 et 36,4 heures par semaine) travaillent effectivement plus que nous (36,3 heures par semaine). Mais que les Suédois (36,2), les Italiens (35,5), les Allemands (34,8), les Danois (32,3) et surtout les Hollandais (29,3) travaillent moins que les Français.

Chacun voit bien où veut aller le gouvernement mais la question n'est pas de savoir si nous travaillons trop ou pas assez mais comment travailler tous.

Non à la privatisation d'ADP!

À risques exceptionnels, mobilisation exceptionnelle. Une fois n'est pas coutume, l'ensemble des oppositions à l'Assemblée nationale se sont mises d'accord pour empêcher la privatisation d'Aéroport de Paris (ADP). Pour y parvenir, elles utilisent tous les outils à leur disposition.



Boris Vallaud : une très grave erreur

L'enjeu est de taille et le gouvernement s'apprête à commettre une très grave erreur, a prévenu le député Boris Vallaud. Il est d'abord économique. Le chiffre d'affaires et les bénéfices d'ADP sont en constante augmentation depuis dix ans. Grâce à ces bons résultats, en 2019, l'État va percevoir 185 millions d'euros de dividendes grâce à ADP!

À ces bons résultats économiques il faut ajouter l'aspect social. En effet, ADP représente 571 000 emplois, directs ou indirects, en Île-de-France et 1,4% du

PIB national. De plus, son chiffre d'affaire est en constante augmentation depuis plus de dix ans. Enfin, ADP avec un domaine foncier de 7 000 hectares (soit 10 000 terrains de football) joue un rôle d'aménageur de territoire de premier plan.

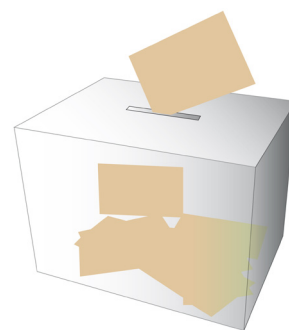
La privatisation serait aussi une profonde erreur stratégique car ADP est le point d'entrée sur le territoire français de plus de 100 millions de passagers chaque année ce qui en fait l'une de nos principales frontières extérieures. En outre, dans une pure logique de profit, les petites lignes aériennes, qui font le maillage de notre territoire, risquent d'être fermées ou orientées vers d'autres pistes.

« Le gouvernement s'apprête à commettre une énorme erreur. »

Comment éviter cette erreur? D'abord, en utilisant la procédure du référendum d'initiative partagée qui permet, lorsqu'au moins 185 parlementaires et 4,5 millions de citoyens le demandent, d'organiser un référendum. Institué en 2008, (article 11 de la Constitution) c'est la première fois qu'une proposition de RIP passe l'étape du soutien par les députés ou sénateurs. Le Conseil constitutionnel doit

maintenant valider la procédure.

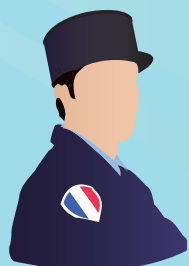
À cela s'ajoute un recours auprès du Conseil constitutionnel. En effet, la privatisation va à l'encontre de l'article 9 du préambule de la constitution de 1946 qui stipule que **« tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité »**.



Les Français.es doivent être consultés.es

Dans sa conclusion du Grand débat, Emmanuel Macron s'est dit favorable à baisser le nombre de signatures de citoyens pour organiser un référendum d'initiative partagée (de 4,5 à 1 million.s). En toute logique, les membres de sa majorité seront donc enclins à faciliter l'organisation de ce référendum qui a déjà recueilli l'accord de plus de 185 parlementaires...

Privatiser ADP c'est :



Privatiser notre frontière

Privatiser une frontière extérieure par laquelle 100 millions de personnes entrent en France chaque année. Dans un contexte de menace terroriste, l'État ne peut pas la confier au privé.



Vendre une entreprise prospère

Privatiser une entreprise qui représente 571 000 emplois directs et indirects et qui rapporte près de 200 millions chaque année à l'État.



Un choix avant tout idéologique

L'exemple des autoroutes aurait dû nous vacciner contre le bradage du patrimoine national à des intérêts privés : l'État perd une rente régulière mais surtout un droit de regard sur des décisions qui touchent directement la vie quotidienne des Françaises et des Français.

Brexit : et nos ports ?

« Brexit » : un mot simple pour désigner un avenir qui ne l'est pas, tant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, en plus d'être toujours reportée, est la source d'incertitudes auxquelles la Bretagne n'échappe pas.

Ce retrait, accepté par une majorité de Britanniques lors d'un référendum organisé en juin 2016, aura des conséquences pour notre région. Et ce n'est pas l'alternative entre Brexit « hard », avec une sortie du Royaume-Uni du marché unique européen, ou « soft », avec son maintien dans ce dernier, qui parviendra à atténuer les inquiétudes qui pèsent sur les secteurs de l'économie bretonne.

Le sort des ports bretons retient particulièrement l'attention. À ce titre, la récente décision de la Commission européenne de ne pas les intégrer aux routes du Corridor Atlantique dans le cadre des « plans d'urgence » européens en cas de Brexit « hard » a marqué les esprits et entraînera des conséquences financières majeures.

La pêche n'est pas épargnée par ces inquiétudes, avec des menaces de restrictions d'accès à certaines zones halieutiques pour les pêcheurs bretons, pas plus que le transport Transmanche avec le risque de dépréciation de la livre sterling qui réduirait par là même le pouvoir d'achat des Britanniques et donc leur mobilité.

Enfin, les douanes, vivent une situation inédite et se préparent au rétablissement d'une frontière économique entre les deux pays. Les pouvoirs publics et les

différents acteurs bretons qui font face à ces perspectives tentent d'avancer leurs solutions afin d'anticiper les conséquences du Brexit et de préserver ces secteurs de première importance.

C'est pour y voir plus clair que le think tank *L'Hétairie*, avec le soutien de la Fédération du Finistère du PS, organise une conférence le jeudi 16 mai à 18h 15 à la Faculté Victor Segalen de Brest (20, rue Duquesne) et qui réunira :

- Forough Salami-Dadkhah, vice-présidente chargée de l'Europe et de l'international au Conseil régional de Bretagne ;
- Jean-Marc Roué, président du conseil de surveillance de la *Brittany Ferries* ;
- Olivier Le Nézet, président du *Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM)* de Bretagne ;
- Jean-Pierre Stéphan, représentant régional du syndicat *Solidaires Douanes* ;
- Tristan Foveau, secrétaire général du think tank *L'Hétairie* (introduction) ;
- Arnaud Platel, membre du think tank *L'Hétairie* (modérateur).



Le 16 mai à 18h 15 à la Faculté de Brest

En savoir plus

Raphaël Glucksmann en escale à Brest

Notre tête de liste *Envie d'Europe* aux élections européennes, Raphaël Glucksmann, fera escale à Brest le mardi 7 mai.

Le programme de ce déplacement sera annoncé sur les réseaux sociaux.



Culture et diversité culturelle



Forough Salami-Dadkhah animera une réunion publique sur ce thème le 9 mai à 19h00 salle du *Mille club* à Morlaix.

Réunion publique à Pouldreuzic

Forough Salami-Dadkhah animera une réunion publique le 11 mai de 10h00 à 12h00 à Pouldreuzic.

Pour une alimentation de qualité

Un café-débat aura lieu le dimanche 12 mai de 10h00 à 12h00 à la MPT de Plomelin.

Participeront à cette rencontre : Forough Salami-Dadkhah, vice-présidente de Bretagne chargée des relations avec l'UE, Sylvie Roux qui défend les intérêts des pêcheurs bretons, Anne et Yann Desallais-Paulet, maraîchers bio à Plomelin.

Éric Andrieu dans le Finistère



Éric Andrieu, député européen sortant, spécialiste de l'agriculture, sera dans le Nord Finistère le 14 mai pour rencontrer des agricultrices et des agriculteurs qui s'engagent dans un mode de production durable.

« Au niveau de l'écologie, nous sommes en guerre contre les multinationales comme Bayer qui est un empoisonneur. Moi je fais passer la santé humaine avant la finance », vient-il de déclarer.

Meeting régional à Rennes



Raphaël Glucksmann animera un meeting régional le 14 mai à Rennes.

Inscription pour les cars au départ du Finistère sur le site www.ps29.bzh

Agenda

7 mai

Raphaël Glucksmann
à Brest.

16 mai

18h 15 : Conférence-
débat sur le Brexit à la
Faculté Victor Segalen
à Brest.

26 mai

Élections européennes.



14 septembre
Fête de la gauche
à Quimperlé.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1268 - Vendredi 3 mai 2019
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Erasmus pour tous

Dans une Tribune publiée le 23 avril,
Raphaël Glucksmann se prononce pour un
Erasmus pour tous les jeunes européens
entre 16 à 25 ans.

« Il y a, dans cette campagne, un grand absent.
Une sorte de fantôme.

On débat d'immigration (beaucoup), de
commerce ou de politique intérieure. Les
journalistes nous interrogent sur l'éparpillement
à gauche, les petites phrases de X, le passé
de Y, les humeurs de Z.

Mais jamais personne ne mentionne la
jeunesse. Jamais, dans un débat de trois
heures, n'est abordée cette question centrale :
quel projet européen pour la jeunesse ?

Alors que les étudiants et les lycéens nous
donnent une leçon de sérieux politique en
se mobilisant en masse pour le climat et la
biodiversité partout sur le continent, tout le
monde fait comme si les jeunes n'existaient
pas, comme si l'Europe n'avait rien à leur
proposer. Sans doute parce que stratèges
électorales et communicants professionnels
s'accordent à penser que la jeunesse ne vote
pas ou qu'elle vote peu et qu'il n'y a donc pas
d'urgence à lui parler.
Quelle erreur !

Quand on est profondément pro-européen,
parce qu'on est convaincu que l'Europe est la
bonne échelle pour répondre aux urgences
écologiques et sociales - et plus encore :
qu'elle est la grande aventure démocratique
du siècle - il faut tout mettre en œuvre pour
qu'émergent des citoyens Européens.

Un peuple européen, oui.

Tout mettre en œuvre, donc, pour que les
ados qui grandissent aujourd'hui en France,
en Espagne, en Grèce ou en Estonie aient
le sentiment de partager un destin commun
qui s'appelle l'Europe, qu'ils apprennent à
connaître leur continent et leurs voisins. Tous,
pas simplement une élite.

Le programme Erasmus est une immense
réussite et les étudiants qui en bénéficient
deviennent des pionniers de l'émergence d'une
conscience, d'une existence véritablement
européenne. Mais Erasmus ne concerne que
3% des jeunes. 97% de la jeunesse en est
donc exclue.

Une élite européenne se forme. Elle circule,
saute allégrement par-dessus les anciennes
frontières, commerce, échange, se mélange,
se marie. C'est heureux. Mais il n'y a rien de

nouveau là-dedans :
l'aristocratie du
XVIII^e siècle était
déjà profondément
européenne. Est-
ce cela que nous
voulons pour



l'Europe, la reconstitution d'une aristocratie
transnationale laissant de côté les classes
moyennes et populaires ? Voilà le type de
logiques qui conduiront l'Union européenne
dans le mur, qui la couperont toujours plus
des peuples et nourriront toutes les révoltes
populistes et nationalistes.

Alors nous faisons une proposition simple :
Erasmus pour tous. Erasmus pour tous les
jeunes Européens.

Tous les jeunes doivent pouvoir sortir de
leur quartier, de leur ville, de leur village et
faire l'expérience d'un séjour dans un autre
pays de l'Union européenne. Une bourse allant
jusqu'à 5000 euros sera proposée à chaque
jeune entre 16 et 25 ans sur la base d'un
projet éducatif, de formation, professionnel
ou associatif.

Ce projet permettra de développer les
échanges entre les citoyens européens
et débouchera sur la formation de cette
conscience collective européenne sans
laquelle le projet européen restera l'affaire
d'une bureaucratie et d'une élite et donc ne
survivra pas.

On ne démocratisera pas l'UE sans
démocratiser le sentiment d'appartenir à
une communauté de destin.

Il est plus que temps pour l'Europe de
proposer un véritable destin européen à sa
jeunesse ! »

Breizh Europe Finistère

L'association Breizh
Europe Finistère a
remporté un appel
à projet lancé
conjointement par



la ville de Brest et le Conseil départemental.
Les deux autres lauréats sont *Toi d'Europe*, de
Châteaulin et *Gwenili*, de Quimper.

Breizh Europe Finistère organise les Assises de
l'Europe dans le Finistère « Yes, we are Europe »,
pour promouvoir la citoyenneté européenne.

En un an et demi, l'association a organisé une
quinzaine de manifestations et informé près de
2000 personnes, essentiellement des jeunes
dans des collèges ou lycées.

<https://breizheurope-finistere.eu/>